

Où va l'Arabie Saoudite?

Le temps des incertitudes



Le Prince Abdallah et les réformes



Portrait

Fahd bin Abdelaziz

Le règne des turbulences



Zoom

Abdallah bin Abdelaziz

Un Roi de transition



MEDIAS ARABES

Al Jazira, un empire médiatique



Al Arabia TV cherche sa voie



Edito

Victoria Curzon Price
Présidente du Cermam

Professeur d'économie politique
à l'Université de Genève



Le pétrole n'a pas que des avantages

Pour un pays, la découverte du pétrole en grandes quantités ressemble à l'heureux gagnant du gros lot dans une loterie. Des richesses sans efforts pour des générations. Pourtant, la gestion d'une telle richesse n'est pas simple. L'un des problèmes mis en évidence par les économistes est la «Dutch Disease», en souvenir de ce qui advint aux Pays Bas dans les années 1960, lors de la découverte d'une énorme réserve de gaz naturel. Les Pays Bas ont été parmi les premiers pays commerçants du monde, à la tête du développement industriel moderne, avec de nombreuses innovations technologiques à leur actif. Lorsque le gaz fut découvert, le pays était riche et possédait déjà une économie très productive. Le gaz naturel paraissait comme un cadeau supplémentaire...

Des années plus tard, la valeur du gaz naturel ayant fortement augmenté, il commença à prendre une part importante dans les exportations néerlandaises. Le Florin commençait

à s'apprécier et les exportations traditionnelles n'étaient plus compétitives. Progressivement, le gaz naturel imposa une profonde restructuration de l'économie, évinça de nombreuses activités traditionnelles et provoqua du chômage. C'est ce que l'on appelle la «Dutch Disease». Or, là où le pétrole prend une grande part dans la structure économique et, partant, dans la structure des exportations, la «Dutch Disease» sévit. Les pays en question arrivent à créer peu d'activités exportatrices alternatives. Ils possèdent une seule industrie exportatrice et leur économie domestique développe essentiellement des services pour la demande intérieure.

Tout ceci serait sans conséquence si le pétrole était une ressource infinie. Mais il ne l'est pas. Comment faire, alors, pour préparer un pays pétrolier, mais incapable de développer des secteurs alternatifs? Les subventionner constituerait un gaspillage. Je pense qu'il faudrait investir un maximum de la «rente» pétrolière à l'étranger, en attendant le jour où elle commencera à diminuer. A ce moment, les capitaux reprendront le chemin inverse et trouveront des activités productives. Pour ce faire, il faudrait assurer une large répartition des droits de propriété sur ce capital. Car si personne ne peut connaître à l'avance les sources de richesses de demain, la sagesse du grand nombre peut palier à notre ignorance individuelle inéluctable. ■

Le WEF et les Arabes: peut mieux faire

Hasni Abidi

Le World Economic Forum basé à Genève s'intéresse davantage au monde arabe. Il vient d'achever sa troisième session organisée en Jordanie. L'année prochaine, il déménagera provisoirement à la station balnéaire de Charm el-Cheikh. Doha et Dubaï seraient au programme? Or les éditions qui ont été organisées en Jordanie se sont déroulées presque dans un climat de guerre. A chaque fois, des mesures de sécurité draconiennes ont été prises à Amman et aux alentours, et les manifestations des syndicats et des opposants interdites. Un Etat qui a peur doit s'interroger sur les raisons de sa vulnérabilité. Certes, on peut comprendre les préoccupations sécuritaires des autorités jordaniennes et du WEF, mais on se demande comment il est possible de prêcher la transparence, la bonne gouvernance et les réformes en organisant des conclaves isolés et fermés aux inquiétudes des citoyens? Si les Arabes ont soif de démocratie, de justice et de droits de l'homme, ils en ont assez de voir leurs souffrances et leurs idéaux transformés en un fonds de commerce vendu au plus offrant. ■

Sommaire

A lire dans ce numéro

Regards croisés

2

Où va l'Arabie Saoudite?
Le temps des incertitudes

Actualité

3

Le prince Abdallah et les réformes
Riyad et Washington:
Je t'aime, moi non plus

Zoom

Abdallah bin Abdelaziz
Un Roi de transition

Portrait

Fahd bin Abdelaziz
Le règne des turbulences

Recherches en cours

L'opinion publique arabe dans
la stratégie américaine

4 Marque-pages

6

Le référendum européen vu
par les médias arabes

4 Notes de lecture/Kiosque

7

Carnets d'Orient ou le travail de
mémoire

6 A suivre

8

Al Jazira, un empire médiatique
Al Arabiya TV cherche sa voie

Actualité

[Regards croisés]

Où va l'Arabie Saoudite?

Le temps des incertitudes

Ahmad Saif

Professeur de sciences politiques à l'Université Américaine de Sharjah aux Emirats Arabes et directeur adjoint du Centre arabe pour les études américaines et européennes à Amman. Il est également chercheur à l'Institut d'études arabes et islamiques à l'Université d'Exeter et l'auteur de nombreux articles et ouvrages sur le Monde arabe.



Olivier Da Lage

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Rédacteur en chef à Radio France Internationale et auteur de plusieurs ouvrages et articles sur l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe.



> Selon vous, la succession du Roi Fahd sera-t-elle organisée et pacifique?

Ahmad Saif: La succession se déroulera dans le calme dans la mesure où elle été préparée depuis un long moment, mais la fragmentation aura lieu suite à une gestion excessive de l'Etat et aux bénéfices de la distribution, ce qui pourrait inaugurer une désintégration de l'Etat.

Olivier Da Lage: Pacifique? Cela dépend de l'état, au moment de la succession, de la rébellion armée qui se manifeste sporadiquement mais avec ténacité dans le royaume depuis deux ans. Pacifique au sein de la famille, très certainement, car en dépit de tous les désaccords qui peuvent la traverser, tous ses membres savent que leurs intérêts communs l'emportent de très loin sur ces divisions. Bien organisée? En principe, elle devrait l'être: les principaux princes ont eu une dizaine d'années, depuis l'embolie cérébrale du roi Fahd, pour s'en préoccuper sérieusement.

Mais la loi fondamentale prévoyant que le conseil de famille peut désigner un autre roi que le prince héritier introduit un facteur d'instabilité, même s'il paraît hautement invraisemblable que le prince Abdallah en fasse les frais lorsque le problème se posera.

> Pensez-vous que le temps est venu pour la troisième génération de prendre le pouvoir?

A.S: Je doute que la vieille génération survivrait pour assister au transfert du pouvoir à la prochaine relève. Bien sûr, il est possible qu'un jeune prince ambitieux s'empare du pouvoir par la force avec le soutien de parties internes et externes, mais là encore, cela ne durerait pas longtemps dans la mesure où cela renforcerait les multiples divisions au sein de l'Etat et de ses allégeances.

O.D.L: Graduellement, c'est inévitable. Mais la génération des fils d'Abdelaziz n'a pas dit son dernier mot: le plus jeune fils d'Ibn Saoud est plus jeune que le plus vieux de ses petits-fils! La question qui se pose concrètement n'est pas la désignation du prochain prince héritier qui sera très vraisemblablement un fils d'Abdelaziz; peut-être le «numéro trois» de la troïka qui règne officieusement en Arabie appartiendra-t-il à la génération suivante...

La principale menace pour Abdallah viendra de l'intérieur même du Palais

A. Saif

> Certains observateurs pensent que, mis à part la famille royale et les groupes islamistes, il n'y a pas de réelle alternative au pouvoir en Arabie Saoudite. Qu'en pensez-vous?

A.S: Ce n'est pas vrai. Le courant libéral bénéficie d'un soutien, certes silencieux et passif, mais très important. Cependant, il y a d'autres options pour l'avenir, dépassant le clivage traditionnel «tradition contre modernité».

O.D.L.: Dans un royaume centralisé, je pense que c'est assez largement vrai. Si l'Arabie devait se disloquer en plusieurs entités (ce qui n'est pas le scénario le plus probable),

peut-être verrait-on apparaître de nouveaux acteurs.

> Le Prince Abdallah a-t-il les mains libres dans la gestion des affaires économiques et politiques?

A.S: Non. Simplement parce que ses adversaires utilisent et exploitent les décrets royaux afin de manipuler la politique officielle, par le biais du contrôle de la cour royale.

O.D.L: Pas vraiment. Les réformes maintes fois annoncées depuis son fameux discours de décembre 1998 devant le Conseil de coopération du Golfe ont rencontré d'innombrables obstacles, dus à la fois à l'ampleur de la tâche et à la mauvaise volonté de nombreux dirigeants, à commencer par ses propres frères.

> Pensez-vous que le règne du Prince Abdallah s'inscrira dans le changement ou bien dans la continuité de son prédécesseur?

A.S: Je ne pense pas, parce que son règne va connaître des turbulences internes sans précédent, pour les raisons que j'ai mentionnées ci-dessus. Il aura donc recours au pouvoir pour contrôler le gouvernement, qui à son tour aura recours à plus de violence. Il est important de mentionner ici que la principale menace pour Abdallah viendra de l'intérieur même du Palais.

Le règne de Abdallah risque de prendre fin peu de temps après son accession au trône...

O. Da Lage

O.D.L: Politiquement, certainement dans le changement. Les signes adressés, tant sur le plan économique que sur le plan politique ou social, vont dans le sens, sinon d'une rupture, du moins d'un aggiornamento manifestement désiré par le prince Abdallah. J'en parle au présent car, de fait, cela fait dix ans qu'Abdallah exerce la régence. Une fois roi, rien n'indique qu'il aurait beaucoup plus de pouvoirs, d'une part en raison de son âge et de sa santé à ce moment-là, et d'autre part en fonction du poids qu'aura (ou n'aura pas) son futur prince héritier. Il est donc prudent de considérer que l'ère Abdallah a commencé en 1995 et risque

Actualité

[Entretien]

de prendre fin peu de temps après son accession au trône...

> Certains observateurs pensent que la succession du Prince Abdallah est en elle-même le vrai problème de l'Arabie Saoudite, à cause de la santé déclinante du Prince. Comment, dès lors, assurer cette succession ?

A.S. : C'est en partie vrai, cela rappelle le Kremlin au cours des dix dernières années de l'Union soviétique, mais les autres candidats ne sont pas plus jeunes que lui et il n'est pas sûr que la vieille génération renoncera à son droit en faveur de la deuxième, sans parler de la fameuse question: «Qui est qui?».

O.D.L. : Ce sera le problème de la famille. Mais elle ne pourra pas seulement arbitrer entre les équilibres internes des Al Saoud. Pour la première fois dans l'histoire du royaume, elle sera bien obligée de prendre en compte les attentes sociales de la population saoudienne qui commence à se faire entendre, même si c'est encore très timidement. ■

Propos recueillis par Halla Al-Najjar

Le prince Abdallah et les réformes

Ahmad Saif

Pendant des décennies, le régime saoudien a reposé sur une alliance tripartite entre le clergé, les tribus et les marchands. Cet équilibre s'est détérioré lorsque l'establishment religieux est entré dans une période de chaos et de rupture après le 11 septembre et est entré en conflit avec le régime qui lui avait longtemps procuré sa légitimité. Depuis la fin des années 80, avec la récession économique notamment, les tribus ont été contrariées par la perte du soutien financier dont elles bénéficiaient, et elles mettent en cause l'avenir du Royaume compte tenu de la forte tendance de celui-ci à se diviser en factions, y compris au sein de la famille royale. Enfin, les marchands et les hauts fonctionnaires restent écartés de la vie publique; leurs rentes sont confisquées par les princes, lesquels ont le pouvoir de s'attribuer des bénéfices en dehors des règles conventionnelles du marché. Ainsi, à la faveur de cette fragmentation, certains membres influents de la famille royale sont en train de louvoyer entre les différentes

forces de la société pour gagner leur soutien, en présentant le prince Abdallah comme un renégat des vrais principes de l'islamisme wahhabite et en le blâmant pour son austérité économique. Ils s'opposent indirectement à ses réformes et à son action, même s'il est très probable qu'ils adopteraient la même politique que lui s'ils accédaient au pouvoir. La hausse des prix du pétrole a toutefois reporté leurs projets de le détrôner. ■

Riyad et Washington: Je t'aime, moi non plus

Hasni Abidi

Comment expliquer l'amélioration soudaine des relations américano-saoudiennes alors que de nombreux spécialistes avaient annoncé la fin du pacte pétrole contre sécurité, scellé par le président Roosevelt et le roi Abdelaziz? Pour l'analyste Ahmad Saif, la confiance entre les deux puissances est rompue depuis le 11 septembre 2001, mais les Etats-Unis ont leur propre stratégie qui «adopte différentes tactiques pour sa mise en œuvre... Baisser le ton ne signifie pas que les questions conflictuelles aient été résolues».

Selon Ahmad Saif, le royaume saoudien est désormais dans le collimateur de Washington, mais les Américains avancent suivant «un programme bien précis selon lequel l'Iran et la Syrie viennent en premier tandis que l'Arabie Saoudite est la plus facile à changer». En revanche, l'observateur Olivier De Lage ne s'étonne pas de la réconciliation entre les deux pays. A son avis, le malaise entre Riyad et Washington est une anomalie passagère. «Les choses reviennent dans l'ordre! Les Etats-Unis ont toujours besoin de pétrole et le régime saoudien de la protection américaine. Au fond, rien d'essentiel n'a changé dans les relations bilatérales depuis 1995, en dépit du sérieux tangage que l'on a enregistré après le 11 Septembre». ■

A paraître dans les Cahiers du CERMAM:

La paix par le Dialogue des cultures
sous la direction de Hasni Abidi

L'Islam est-il passé à l'Ouest?
Olivier Roy

Géopolitique de l'Arabie Saoudite

La guerre intérieure

par Guillaume Fourmont-Dainville
Paris, Editions Ellipses, 2005

Halla Al-Najjar

«L'image figée que porte l'Occident sur l'Arabie Saoudite est bien éloignée de la réalité. Confronté à des défis intérieurs et extérieurs majeurs, le royaume est en pleine mutation.» Partant de ce constat, cet ouvrage se propose de combler le déficit d'études et de recherches scientifiques sur l'Arabie Saoudite, qui porte préjudice à la société saoudienne et la condamne en dernière instance. L'originalité de la démarche est de présenter l'Arabie Saoudite de l'intérieur, à partir d'une observation attentive de l'évolution du pays. Il en résulte un ouvrage regorgeant d'informations et de références utiles.



Guillaume Fourmont-Dainville met en lumière les différents défis auxquels est confronté le pays: défis économiques, comme la désormais nécessaire diversification de l'économie ou la politique de saoudisation de l'emploi; défis sociaux posés par une population plurielle, jeune, que touchent le chômage et la précarité; défis politiques, comme les demandes répétées d'ouverture dans un contexte marqué par la course à la succession royale et par des relations ambiguës avec Washington; défis sécuritaires enfin, avec la menace terroriste au sein même du royaume. Tout au long du livre, l'auteur s'attache à expliquer comment la formule «stabilité et sécurité» constitue la clé pour comprendre la politique menée par les autorités afin que l'Arabie reste «saoudite». L'ouvrage ne prétend pas soulever de grandes hypothèses mais apporte des éléments d'analyse permettant à chacun de mener sa propre réflexion sur la monarchie wahhabite. L'Arabie Saoudite demeure un terrain de recherche, certes inaccessible, mais utile à la recherche empirique sur le monde arabe. ■

Actualité

[Zoom / Portrait]

ZOOM

Fahd bin Abdelaziz

Le règne des turbulences

LDC et Medea

Né en 1921, le roi Fahd est monté sur le trône saoudien le 13 juin 1982, succédant à son demi-frère Khaled. Il est à la fois chef de l'Etat et chef du gouvernement. Dès son accession, il a désigné son demi-frère Abdallah comme prince régent et premier vice-premier ministre, tandis que son frère le prince Sultan devenait second vice-premier ministre.



Le Roi Fahd

Sultan le deuxième en ligne de succession au trône et vise à prévenir les difficultés de cette succession au sein de la famille des al-Saoud. Fils du roi Abdelaziz bin Abd al-Rahman bin Faysal Al-Saud et de sa sixième épouse (et épouse favorite) Hussa bin Ahmed al-Sudairi, il est l'aîné de sept frères surnommés «Les Sept Sudairi» (ou «le Clan des Sudairi»): Sultan (son second vice-premier ministre et ministre de la Défense), Abd Al-Rahman (vice-ministre de la Défense), Nayef (ministre de l'Intérieur), Salman (gouverneur de Riyad), Ahmad et Turki. Le roi Fahd a trois épouses (Anud, Jawza et Jawara Al Ibrahim) qui lui ont donné huit fils et cinq filles. Sa dernière épouse est la mère d'Abdelaziz, son fils préféré, désigné chef de cabinet et ministre chargé du gouvernement.

Depuis 1995, les activités du Roi Fahd sont réduites au strict minimum

Cette dernière nomination a fait du prince

Depuis l'accident cérébral du roi Fahd, Abdelaziz, dont l'approbation est souvent nécessaire aux décisions du prince Abdallah, est l'homme le plus influent. Depuis sa maladie en 1995, les activités du Roi Fahd sont réduites au strict minimum. ■

PORTRAIT

Abdallah bin Abdelaziz

Un Roi de transition

Medea

Le prince Abdallah bin Abdelaziz Al-Saud a été désigné en 1982 comme l'héritier du trône saoudien par le roi Fahd, son demi-frère. Abdallah est également premier vice-premier ministre et, depuis 1963, commandant de la Garde nationale. On l'estime généralement moins pro-occidental (et en particulier moins pro-américain) que le Roi et que son autre demi-frère le prince Sultan, second vice-Premier ministre et ministre de la Défense.

Abdallah bénéficie d'une réputation d'homme intègre et favorable au nationalisme arabe. Le prince Abdallah a commencé à jouer un rôle important dans la vie publique saou-



Prince Abdallah

dienne lorsqu'il est devenu pour deux mois, du 1er janvier au 22 février 1996, régent du Royaume suite à une grave attaque cardiaque du roi Fahd. De deux ans à peine son cadet, il a par ailleurs été lui aussi victime d'une crise cardiaque au cours d'un séjour au Maroc en 1986.

Le prince saoudien a présenté en février 2002 une initiative de paix qui a constitué une percée du côté arabe. Aux termes de cette initiative, Israël retirerait ses forces des territoires arabes occupés depuis 1967, c'est-à-dire la Cisjordanie, Gaza, Jérusalem-Est et le Golan. En échange de quoi les Etats arabes reconnaîtraient l'Etat d'Israël et établiraient des relations diplomatiques avec lui. Ce plan de paix a été adopté à l'unanimité par la Ligue arabe lors du sommet de Beyrouth (mars 2002). Fils du roi Abdelaziz bin Abd al-Rahman bin Faysal Al-Saoud et de sa huitième épouse Fahda, il a deux sœurs, Nuf et Sita. Le prince Abdallah a lui-même quatre épouses (Hussa, Aida, Anud et Tadhi), sept fils et quinze filles. ■

AGENDA

Juillet 2005

Salima Djebbari

Congrès

7-9 juillet 2005, Strasbourg
Musulmans d'Europe et d'ailleurs -
Gens d'ailleurs en terres d'Islam

XIXe Congrès de l'AFEMAM /
Association Française pour l'Etude
du Monde Arabe et Musulman

AGENDA

Septembre 2005

Conférence

Medieval Arabic Story-Telling:
Transmission and Receptivity
15-17 September 2005
Liège, Belgique

Organisation: Université de Liège,
l'Università Ca' Foscari, Venise et
l'Institut National des Langues et
Civilisations Orientales (INALCO),
Paris.

Contact: Frédéric Bauden,
Université de Liège, Langue arabe
et études islamiques.
f.bauden@ulg.ac.be

AGENDA

Mars 2006

Conférence

Robert Schuman Centre
for Advanced Studies
European University Institute

Mediterranean Programme
Seventh Mediterranean Social
and Political Research Meeting

Florence and Montecatini Terme,
Italy

22-26 March 2006

Call for papers, main deadline:
1st July 2005

Contact: medmeet@iue.it

Actualité

[Chronique égyptienne]

Le phénomène Kefaya: poids du nombre ou poids des mots?

Benjamin Rey

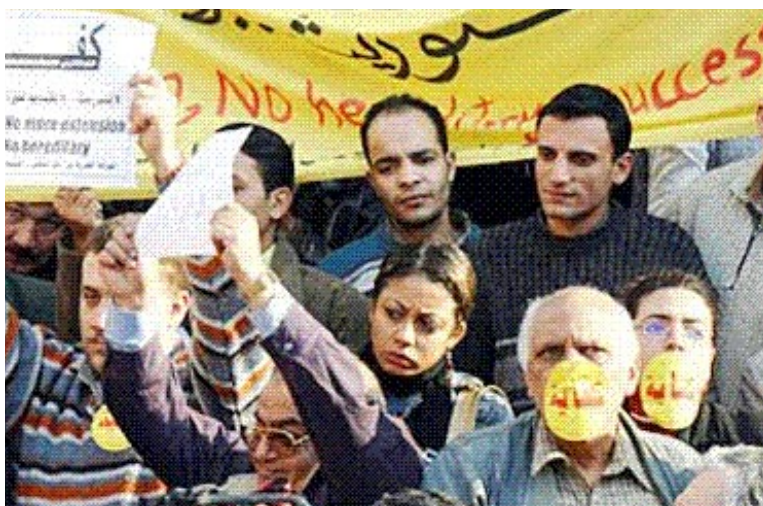
Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse et actuellement stagiaire au CEDEJ, Le Caire. Il prépare un mémoire sur la nouvelle donne oppositionnelle en régime autoritaire en Egypte.

Le contraste est grand entre l'ampleur limitée des manifestations «Kefaya» et leur écho politique et médiatique. En adoptant un style qui n'est pas sans rappeler celui des révolutions «douces», printanières ou colorées, le mouvement, du moins selon les observateurs les plus optimistes, marque la naissance d'une mobilisation spontanée soufflant le vent de la réforme démocratique en Egypte. Or la véritable – mais également relative – force de Kefaya n'est pas, loin s'en faut, d'avoir soulevé les masses; elle réside plutôt dans sa contribution à une redéfinition des règles du jeu de l'activité oppositionnelle égyptienne.

Qu'est-ce que Kefaya? Avant tout un slogan, «Assez», inscrit en fond jaune sur autocollants et banderoles, devenu le nom d'usage du Mouvement Egyptien pour le Changement. Celui-ci regroupe, dans des rassemblements publics, des citoyens, activistes de gauche, nassériens, libéraux et islamistes modérés; bref, tout ce que le régime compte d'opposants. Il se démarque de la sphère partisane légale, entachée d'ambiguïtés: en effet, les partis autorisés par le pouvoir doivent composer avec des enjeux et contraintes contradictoires. Ils ont à jouer leur rôle de contestation tout en ne remettant pas en cause le système qui leur reconnaît une certaine place.

C'est donc en réaction à un contrôle de la scène politique «officielle» par le régime, qu'une opposition plus informelle, peut-être aussi moins dépendante, s'est mise en place. Pour autant, celle-ci est issue d'une certaine partie de l'establishment. Parmi les fonda-

teurs de Kefaya, se retrouvent avant tout d'anciens membres de la jeune garde de partis politiques, ayant fait sécession suite à des conflits de pouvoir. Confrontés à l'impossibilité de fonder légalement leurs propres partis, les militants d'Al-Karama («La Dignité», issu du Parti nassérien) se retrouvent aux côtés des militants d'Al-Wasat («Le Centre», issus des Frères musulmans). Des journalistes, des militants des droits de l'homme, des étudiants, quelques artistes, viennent grossir les rangs des manifestations ou des conférences de presse du mouvement.



Manifestation de Kefaya au Caire
N. de Lavergne

Une manifestation revêt de la valeur lorsqu'elle surprend, brave des interdits, bouscule les perceptions du possible

La première manifestation, le 12 décembre 2004, a brisé un tabou, en prenant pour la première fois pour cible, publiquement et sans intervention des forces de l'ordre, la personne même du chef de l'Etat et de son fils. Les soupçons pèsent en effet sur une hypothétique préparation de Gamal Moubarak à la succession. Le slogan «Kefaya» est

ainsi devenu un symbole de l'opposition au régime, et notamment des attaques lancées contre le système de referendum présidentiel, dénoncé comme taillé sur mesure pour étouffer toute possibilité d'alternative.

L'originalité est donc dans la forme du mouvement et son mode d'action, dans la nouveauté du style et dans la radicalité du discours. L'importance de la mobilisation n'est pas fonction de son ampleur: une manifestation revêt de la valeur lorsqu'elle surprend, brave des interdits, bouscule les perceptions du possible. De fait, plusieurs dizaines de manifestations (solidement encadrées, «loi d'urgence» oblige) ont eu lieu, «Kefaya» ou non, dans les syndicats et universités, ayant pour mot d'ordre les réformes politiques; et ce, au point de constituer un véritable «phénomène». Les derniers en date à avoir épousé le mouvement sont les Frères musulmans, organisant, eux, des rassemblements de taille considérable... se soldant par une répression autrement plus sévère.

Mais, si une certaine dose d'habileté politique caractérise la «formule» Kefaya, il semble que l'amortissement de son impact se joue sur le même registre: celui de la manœuvre politique, des discours et du symbolique. Et dans ce registre, le chef de l'Etat n'est pas en reste. Il a d'ailleurs créé la surprise en annonçant, le 26 février, une réforme constitutionnelle instaurant des élections présidentielles au suffrage universel direct, entre plusieurs candidats. Signe d'ouverture, n'étaient les amendements votés le 10 mai, posant des modalités extrêmement contraignantes. Quoiqu'il en soit, l'opposition n'en sort que plus affaiblie, privée de sa revendication principale. De sorte que, face à la recrudescence des manifestations de soutien au président et au retour du terrorisme, qui fournit un argument supplémentaire aux tenants du maintien de l'état d'urgence, le mouvement Kefaya doit se renouveler, s'il ne veut pas s'essouffler. ■

Actualité

[Recherches en cours / Marque-pages]

L'opinion publique arabe dans la stratégie américaine. Une variable insaisissable

Mohammed El Oifi

Maître de conférence à l'Institut d'études politiques de Paris et Chercheur associé à l'Institut Français des relations internationales. In *Les monarchies du Golfe, les micro-Etats de la Péninsule arabique*.

La Documentation Française Paris, 2005

Halla Al Najjar

Dans cette étude publiée prochainement par la Documentation française, Mohammed El Oifi présente l'opinion publique arabe comme une variable politique fondamentale longtemps négligée, voire ignorée, par les gouvernants de la région mais également par les autorités américaines. Cette opinion publique arabe a retrouvé depuis le 11 septembre toute son importance dans l'espace politique, académique et médiatique. Désormais, elle complique la gestion des projets américains de domination de la région. Il est désormais impossible pour les Etats-Unis de ne pas en tenir compte. Cependant, cette variable se présente bien «comme une contrainte dont la gestion nécessite un travail de communication politique en direction des peuples arabes, et notamment ceux du Golfe.» Mais le problème fondamental est qu'il n'existe pas de connaissance réelle et scientifique de l'opinion publique arabe.

Parmi les raisons de l'émergence de l'espace publique arabe autonome (autonomisation par rapport aux gouvernements), M. El Oifi distingue la révolution de l'information. Il souligne également les tentatives des pays du Golfe de rompre, «de sanctuariser» leurs opinions publiques nationales face à l'opinion publique arabe, afin de les soustraire aux influences politiques externes, même si ces tentatives ont échoué. Enfin, M. El Oifi présente les trois futures orientations de la politique américaine à l'égard de l'opinion publique arabe: «Si à court terme, ignorer cette opinion publique arabe s'impose, à moyen terme, sa gestion conjointe avec les gouvernements arabes est une possibilité, et à long terme, jouer les peuples contre les dirigeants reste une solution envisageable».

Le référendum européen vu par les médias arabes

Carole Lager

Au lendemain de la victoire du «non» français et néerlandais au référendum sur le traité constitutionnel européen, les médias arabes commentent l'événement avec lucidité, esprit critique et, souvent, une pointe de déception et d'inquiétude: «Les Français, qui tout en s'enorgueillissant d'avoir détruit la Bastille et d'avoir régné avec leurs Lumières sur l'Europe du Moyen Age, viennent de dire non au plus beau projet qui devait consacrer l'Europe des 25» (H. Sati, *Asharq Al Awsat*).

La France est en colère. Le vote «européen» reflète d'abord une insatisfaction «interne» au pays. C'est un «coup d'Etat de l'opinion publique» (A. Iskandar, *Al-Hayat*), une crise de tous les partis, un divorce des citoyens avec leurs dirigeants politiques qui n'ont pas écouté ou compris leur désespoir (notamment un taux de chômage supérieur à 10%). Or, les enseignements restent à tirer, à droite comme à gauche.

La France a peur. Peur de l'élargissement, peur de l'adhésion de la Turquie, peur de perdre les acquis sociaux, peur du caractère libéral du traité. Fidèles de Descartes et de Sartre, «les Français ont-ils voulu douter pour se prouver leur existence? Ou ont-ils été simplement poussés dans leur refus de la constitution par leur orgueil et leur sens de la révolte permanente?» (H. Sati, *Asharq Al Awsat*).

Mais la France est libre et démocratique. H. Zerrouky (*Le Soir d'Algérie*) souligne avant tout un référendum «sans tricherie», alors qu'il constituait un enjeu politique majeur. «Pour le monde arabe et africain, ce référendum français est une belle leçon de démocratie et de transparence. Le principe démocratique est tellement ancré en France qu'il ne viendrait à l'idée de personne de tenter de manipuler les urnes.» Très affaiblie, l'Union européenne (UE) est à un tournant. «Urgen-

ce oblige», il faut «éviter à tout prix de signer l'arrêt de mort de l'Europe en marche» et remettre le wagon des 25 «sur les rails» (A. Djaad, *La Tribune*). Après tout, l'UE ne connaît pas là sa première crise. Et surtout, il lui reste des chantiers internationaux à poursuivre, des promesses de partenariat à tenir. Les crises des uns ne doivent pas ralentir la marche des autres.



Manifestation des partisans du non à Paris

La question est de savoir quelle sera la nouvelle influence du leadership franco-allemand alors que la présidence tournante de l'Europe va revenir dès le 1er juillet à la Grande-Bretagne, alliée de Washington (K. Abdelkamel, *Liberté Algérie*). S'il en est qui se

frottent les mains à l'heure actuelle, ce sont bien George Bush et Vladimir Poutine. Après avoir contribué à créer un certain équilibre en bloquant quelque peu la politique de globalisation américaine, l'UE pourra-t-elle continuer d'assumer pleinement son rôle sur la scène internationale? ■

Le CERMAM dans les médias

Radio Algérienne

Le programme nucléaire iranien
3 mai 2005

Al Jazeera

Les négociations euro-iraniennes
sur le nucléaire - 25 mai 2005

Télévision Suisse Romande

La Suisse dans la marée noire de
Saddam - 2 juin 2005

Abu Dhabi TV

Le vote sur la constitution européenne
3 juin 2005

Al Arabiya TV

La constitution européenne
7 Juin 2005

France Culture

Les otages en Irak - 13 Juin 2005

La Tribune de Genève

La résistance irakienne sous-traite
ses prises d'otages - 14 Juin 2005

Notes de lecture

[Kiosque]

BD et travail de mémoire: Carnets d'Orient de Jacques Ferrandez

Philippe Jacques

Depuis plusieurs années, Jacques Ferrandez a entrepris de retracer l'histoire de l'Algérie coloniale. Sept tomes sont parus à ce jour, dont le dernier tout récemment. Une première série d'albums couvre la période qui va de 1836 à 1954, et une deuxième doit traiter de ce que la presse française a longtemps appelé «les événements», ceux survenus entre 1954 et 1962 et qui ont débouché sur l'indépendance du pays.

La bande dessinée à sujet historique est un domaine risqué. On donne trop fréquemment dans une banale propagande ou bien l'on offre au lecteur une jolie mise en scène «à costumes» qui ne le débarrasse pas plus des idées reçues que ne le fait le cinéma commercial. Le risque est d'autant plus grand lorsque le sujet – colonisation et Guerre d'Algérie – est à la fois douloureux et méconnu. Dire que Ferrandez a su éviter les écueils est insuffisant pour rendre compte de la réussite de son travail.

Carnets d'Orient semble vouloir contrebalancer cette succession de mensonges qui cause les tragédies

Il parvient à nous rendre plus transparente toute une tranche d'histoire, non seulement parce qu'il s'appuie sur une documentation minutieuse mais aussi parce que, tout en abordant franchement ce qui peut fâcher, il est lui-même dépourvu d'animosité. Il n'y a aucun manichéisme dans la peinture de la vie quotidienne, génération après génération, de ses personnages. Il s'agit de gens ordinaires, souvent victimes, parfois bourreaux, mais surtout de gens à qui l'on a beaucoup menti. En leur donnant la parole à tous et en multipliant les points de vue, Carnets d'Orient semble vouloir contrebalancer cette succession de mensonges qui cause les tragédies.



L'œuvre n'a pas moins de mérites quant à la forme. C'est en artiste que son auteur nous restitue les couleurs, la lumière, les accents et presque la chaleur et les odeurs de l'Algérie. Né en 1955 dans une famille pied-noir, Ferrandez n'y aura passé que les sept premières années de sa vie. C'est précisément pour cela que ses souvenirs ne sont pas ceux d'un adulte qui croit tout savoir. Ce sont les souvenirs sensoriels d'un enfant sans préjugés. Ces souvenirs qui vous font, quoi qu'il arrive, aimer une terre et aimer ses habitants.

Jacques Ferrandez, *Carnets d'Orient*, 7 tomes parus aux éditions Casterman (Djemilah, l'Année de Feu, les Fils du Sud, le Centenaire, le Cimetière des Princesses, la Guerre Fantôme, Rue de la Bombe). ■

Les Rencontres du CERMAM

Qatar-Europe, une relation en devenir

Samy Linden

C'est peu de dire que l'Occident, et l'Europe en particulier, ont un faible pour le Qatar. Et pas seulement parce que l'émirat ambitionne de se hisser bientôt au rang, ô combien incontournable, de premier exportateur mondial de gaz naturel. Peut-être faut-il y voir le reflet de la manière – assez désarmante – avec laquelle cet ex-symbole du conservatisme politique et social dans la région s'est arrogé en quelques années le titre très enviable de «laboratoire de la démocratie» dans le Golfe. Dernière étape en date de cette fulgurante ascension, l'entrée officielle du pays, jeudi 9 juin, dans le club très select des monarchies constitutionnelles, qui place le Qatar «au cœur de la modernité et de la démocratie», comme aiment à le dire les autorités de Doha.

Pas étonnant, donc, que les dirigeants européens, après leurs homologues américains, courtisent assidûment les dirigeants qataris. D'autant moins que ceux-ci se prêtent au jeu avec aisance et sollicitent ouvertement

la mise en place d'un «partenariat stratégique» entre la région du Golfe et l'Union européenne (UE). C'est ce qu'a récemment appelé de ses vœux le Premier vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, l'une des figures emblématiques de ce Qatar de l'ère Al-Jazira. Invité à Bruxelles fin mai par l'Institut royal pour les relations internationales, l'Institut européen pour la recherche sur la coopération méditerranéenne et euro-arabe, en partenariat avec le CERMAM, Cheikh Hamad bin Jassem bin Jabr al-Thani a souhaité que ce nouveau «partenariat stratégique» ne se limite pas aux questions politiques, militaires ou de sécurité, mais qu'il embrasse des domaines aussi divers et prioritaires que la justice, les questions sociales ou culturelles, ou encore les relations commerciales, jugées trop déséquilibrées en l'état actuel.

Il est vital que les Européens s'impliquent dans la résolution des problèmes de fond de la région: la question palestinienne et la stabilisation de l'Irak

Le rôle de l'UE ne devrait pas se limiter à accompagner et stimuler les transformations sociales et démocratiques du monde arabe, espère en outre le responsable qatari. Pour lui, il est également vital que les Européens s'impliquent dans la résolution des problèmes de fond de la région: la question palestinienne et la stabilisation de l'Irak. Manière pour le Qatar de contrebalancer la relation privilégiée qu'il a nouée avec les Etats-Unis. Faut-il y voir un rapport de cause à effet? C'est à Bruxelles que se tiendra la prochaine conférence internationale sur l'Irak, le 22 juin. Auparavant, l'UE aura envoyé en Irak une délégation de haut rang pour étudier les moyens de contribuer aux efforts de stabilisation. De quoi contribuer à ce «partenariat stratégique» en devenir. ■

Point de vue

[A suivre...]

Al Arabiya TV cherche sa voie

Hasni Abidi

Après l'éviction du Jordanien Salah Kallab de la direction d'Al Arabiya, l'arrivée d'un Saoudien libéral à la tête de la chaîne d'information en continu a vite déçu. Abd Alrahmane Al Racheed avait pourtant fait ses preuves en dirigeant le quotidien saoudien édité à Londres, *Al Charq Al awsat*, mais il n'en va pas de même pour sa gestion d'Al Arabiya. Il est vrai que le bailleur de fonds, Walid Al Ibrahim, fait partie des proches du roi Fahd et dispose également de l'oreille attentive du prince Abdelaziz ben Fahd, l'homme fort du royaume wahhabite. La couverture de la dernière visite du prince Abdallah au Texas par Al Arabiya illustre la difficulté de la deuxième grande chaîne arabophone à se démarquer des télévisions officielles. Al Arabiya a réservé au prince régent, durant le séjour de celui-ci aux États-Unis, un traitement médiatique royal. Toutes les activités d'Abdallah avaient droit à la une des principaux journaux diffusés en direct depuis le siège d'Al Arabiya à Dubaï. Cette contre-performance déontologique a conduit les responsables d'Al Arabiya à abandonner leur projet de concurrencer sur son terrain la redoutable Al-Jazira, et à évoquer désormais «une autre ligne d'information». Les observateurs arabes sont unanimes pour dire qu'il serait difficile de détrôner la chaîne qatarie. Ils avancent les trois raisons suivantes:

- Al-Jazira a séduit les téléspectateurs arabes en élevant le plafond de la liberté d'expression dans ses programmes d'information. Copier Al-Jazira serait suicidaire.
- En dépit des assurances des autorités de Dubaï, où siège Al Arabiya, les Emirats Arabes Unis ne sont pas prêts de franchir le pas consistant à céder la liberté totale aux médias.
- Al Arabiya reste prisonnière de ses propriétaires saoudiens, résolument peu réceptifs à la critique et à la liberté de l'information. ■

Al-Jazira, un empire médiatique

Hasni Abidi

Depuis sa création en 1995, Al Jazira vit grâce au soutien du gouvernement du Qatar. Et, malgré le changement de la régie publicitaire Ara Communication par Gulf Space, les grandes marques de consommation hésitent à se dévoiler sur la télévision arabe qui dérange par crainte des représailles saoudiennes. Mais le nom d'Al-Jazira est devenu une marque commerciale. Après le lancement d'un canal sportif, puis d'«Al-Jazira Live», qui transmet en temps réel les grands événements de l'actualité arabe et internationale, elle met en place deux nouveaux canaux. Le premier est destiné aux enfants et a été confié à un transfuge de Radio suisse internationale; le second est consacré aux films documentaires. Mais le chantier le plus ambitieux de la télévision qatarie est sans doute l'inauguration, en 2006, d'«Al-

Jazira international», une chaîne internationale d'information en langue anglaise qui sera dirigée par le Britannique Nigel Parsons.

La nouvelle chaîne diffusera depuis Doha, Kuala Lumpur, Londres et Washington. L'objectif de son mentor, Hamad bin Thamer Al Thani, est double:

1. Mettre fin au duopole exclusif dont jouissent jusqu'à présent la BBC et CNN depuis plusieurs années.
2. Créer une jumelle anglophone de la chaîne arabe pour séduire les téléspectateurs non arabophones.

Al-Jazira répond ainsi à des demandes incessantes pour que la chaîne soit rendue accessible aux non arabophones. L'Emir du Qatar ne va pas boudier son plaisir de savoir que la chaîne de son petit Etat fera partie de celles que pourra regarder le président Bush, lequel n'aura plus à faire appel à des interprètes pas toujours au fait de toutes les subtilités de la langue arabe. ■

Prochainement dans la Lettre du CERMAM

La démocratie dans les pays du Golfe: mythe ou réalité

L'Arabie Saoudite: point de vue de l'intérieur

Le marché des produits de beauté et la femme arabe

CNBC arabe, la démocratie par la bourse

Pour recevoir nos publications ou vous abonner à cette lettre, prière de nous écrire: publications@cermam.org

L'actualité continue sur www.cermam.org

La Lettre du CERMAM

Directrice de la publication

Victoria Curzon Price

Directeur de la rédaction

Hasni Abidi

Secrétaire de rédaction

Carole Lager

Collaborateurs

Halla Al Najjar

Salima Djebbari

Philippe Jacques

Samy Linden

Pascal Ménoret

Medea

Benjamin Rey

Ahmad Saif

Chiara Sulmoni

Credits photos

Nicolas de Lavergne

Graphisme et mise en page

mariocuddeDesign

Impression

Imprimerie des Bergues, Carouge

ISSN 1661-3538